





John Carter Brown
Library
Crown University

Acquired with the assistance of the

Spitia Augusta Brown
Fund

JOHN CARTER BROWN LIBRARY



CONFESSION & Pénitence de l'Assemblée générale.

L'ASSEMBLÉE générale, éveillée par les clameurs qu'occasionne de toute part son Arrêté du 28 mai dernier ; avertie par elle que plusieurs hommes réunis peuvent s'égarer aussi bien qu'un seul, que leur erreur fortifiée par le nombre est infiniment plus dangereuse qu'une erreur individuelle, & que c'est pour rendre hommage à une vérité aussi démontrée en politique, que la Nation a senti la nécessité d'attacher à ses décrets la sanction du Monarque, pour leur imprimer le caractère de loi.

Reconnaissant que les principes différents qu'elle a manifestés dans ledit arrêté, en se refusant à la sanction du Gouverneur général, & en déniant à la Nation le pouvoir d'inspecter l'organisation particulière de la Colonie, ne peuvent lui avoir été suggérés que par des Membres intéressés à se soustraire aux regards de la Mère-Patrie, à s'en créer une pour y dominer & s'affranchir de tout obstacle à leurs projets personnels, comme un jeune homme fougueux, impatient du joug paternel, cherche à le secouer pour donner carrière à ses passions.

L'Assemblée, revenue à elle-même, avoue de bonne foi, & confesse en toute humilité ce qui suit :

Que dès le début de son arrêté ci-dessus, elle s'est improprement exprimée, quand elle a dit que la partie Française de Saint-Domingue avait longt-temps méconnu & oublié ses droits ; car dans l'état social qui n'est pas celui de Nature, les

A

droits d'un Peuple n'étant que ce que la loi les a faits, c'est la loi qu'il fallait accuser, & non la la partie Française de Saint-Domingue qui, loin de la méconnaître, ne l'a au contraire que trop bien connue dans l'hypothèse de l'Assemblée.

Qu'il est très-vrai que l'époque de la régénération de l'Empire Français, est la seule où l'on puisse déterminer ces droits d'une manière juste & inviolable; que c'est donc à l'Empire à les établir, & non à un de ses Départements, puisque si l'Empire n'eût pas changé, le Département serait resté le même: que la distinction de droits particuliers & de droits relatifs, distinction de Barreau, imaginé par l'esprit de chicane dont quelques Membres ont imprégné l'Assemblée; que cette distinction de droits n'en change point l'essence, qui est d'émaner de l'autorité légitime du Souverain.

Que les Représentants de Saint-Domingue ne sont point à Saint-Domingue, qu'ils sont en France Membres de l'Assemblée législative souveraine; que les Députés de Saint-Marc ne sont qu'une collection de députés de Paroisses, chargés par chacune d'elles de se concerter, & de tâcher de s'entendre sur le bien général, d'en minuter les projets, & de procurer en ce sens à la Colonie des lois sages & bienfaisantes, mais non de les statuer, ce qui est incontestablement l'attribut de la souveraineté; laquelle réside pleinement dans la Nation, & qu'une de ses portions ne peut s'arroger, sans se rendre coupable envers elle.

Que l'argument tiré de l'éloignement de la France, pour la priver du droit d'inspection sur ses Colonies, est un argument misérable, qui ne sert qu'à manifester l'inconséquence de l'Assemblée, puisqu'elle réclame la sanction immédiate du Roi, qui en est tout aussi éloigné.

Que sans doute ceux-là seulement qui ont inté-

(3)

rêt à la loi, peuvent la délibérer & y consentir ; mais qu'il est faux que la Nation n'ait aucun intérêt au régime intérieur de ses Colonies ; que c'est la sagesse de ce régime intérieur, qui prépare la prospérité de l'extérieur, & que sous ce rapport, la Métropole doit être admise à y porter un œil attentif & explorateur, pour en redresser les défauts qui pourraient influencer sur elle.

Que c'est une indignité punissable, que de mettre en opposition la déclaration des droits de l'homme, & l'immortel décret du 8 mars ; que ce moyen infame mérite l'animadversion de la Colonie & de l'Assemblée Nationale. Qu'il faut être bien dépourvu de bonnes raisons, pour en puiser contre elle jusques dans ses propres bienfaits ; que d'ailleurs une exception commandée par la nature des choses & par le salut de l'Etat, n'est point une contradiction, & que Dieu même a permis qu'il y eût du mal en ce monde, si toutefois cette exception en est un.

Que l'habitude de l'abus des mots acquise dans la plaidoirie, paraît être une des grandes ressources de l'Assemblée générale, puisque, triomphante de ce que la sanction du Roi est inhérente au Trône, elle en induit qu'elle est *incessible*, comme si le mot *incessible* excluait le mot *transmissible*, qu'il fallait employer, & comme si transmettre un pouvoir était s'en dépouiller.

Que c'est bien pitoyablement raisonner, que de dire que la sanction du Gouverneur général ne peut avoir lieu, parce qu'il est étranger à la Colonie, comme si un Français était étranger à une contrée Française, comme si le droit de la gouverner devait dépendre d'une propriété, & non du mandat du Prince, & comme si son pouvoir précaire & subordonné n'était pas précisément tel qu'il convient pour n'être pas despotique, & tel que doit être aussi celui de l'Assemblée.

Qu'il est souverainement inconsequent d'avancer que la Nation ne peut donner des lois à Saint-Domingue, *qui n'a pas été consulté*, au moment même qu'elle le consulte, & qu'elle détruit cette assertion en songère en lui demandant son avis.

Enfin, considérant que les droits d'une portion de l'Empire, ne sont que ce que l'Empire les fait; que des droits légaux antérieurs à la loi sont une chimère; que cette portion de l'Empire ne pourra en argumenter, que quand l'Empire les aura fondés.

En conséquence, l'Assemblée générale confesse que son arrêté du 28 mai, est un monument d'illusion, d'erreur, de prétentions ridicules & de mauvais raisonnements; & pour en effacer l'impression sur les esprits légers & paresseux, qui aiment mieux croire qu'approfondir; elle déclare & arrête à l'unanimité ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le pouvoir législatif ne peut résider dans l'Assemblée générale de Saint-Domingue, pas plus en ce qui concerne le régime intérieur que l'extérieur. S'il en était ainsi, ce pouvoir, qui constitue la souveraineté, la rendrait souveraine, du moins quant à cette partie. Saint Domingue serait un Etat à part, même avec la sanction du Roi : le Roi seulement aurait deux Royaumes, un grand & un petit.

II.

L'article II de l'arrêté du 28 mai, vient parfaitement à l'appui de celui ci-dessus. Déclarer qu'aucun acte législatif, en ce qui concerne le régime intérieur, ne sera considéré comme loi définitive, s'il n'est fait par l'Assemblée & sanctionné par le Roi, c'est visiblement se déclarer Législateur, & se mettre aux droits de la Nation. Que fera-ce donc lorsqu'à l'article VI elle déclarera que, même à

(5)

l'égard du régime extérieur, aucun décret de l'Assemblée nationale n'aura d'exécution à Saint-Domingue, qu'avec le consentement de l'Assemblée générale, de manière que des deux côtés voilà son indépendance établie. Cependant elle prétend que c'est la calomnier, que de lui prêter ces vues: elle invite à n'ajouter foi qu'à ses procès-verbaux, & ce sont ses procès-verbaux qui l'accusent! N'est-il pas évident que c'est à elle à se méfier d'elle-même, & qu'elle seule sème la division dans les esprits?

I I I.

L'Assemblée marche à pas de Géant. L'art. III de son Arrêté n'est pas seulement une énonciation d'indépendance; c'en est une du plus pur despotisme. En effet, que signifie une simple notification au Gouverneur-général, avec ordre de promulguer dans dix jours, & la seule faculté de donner des observations? Où l'Assemblée a-t-elle pris que des observations fussent une balance de pouvoir? Le sien en demeurera-t-il moins absolu? La Colonie, en voulant se régénérer, ne fera-t-elle que dégénérer en prenant deux cent douze Despotes au lieu d'un? Et encore faudra-t-il les payer chèrement! L'Assemblée générale confesse qu'elle a eu tort de compter sur une pareille démence, & elle en demande humblement pardon au Public.

I V.

L'article IV de l'Arrêté n'est qu'un mauvais paliatif du précédent.

V.

Il en est de même de l'article V, il ne suffit pas à la sûreté publique qu'une délibération soit soumise une seconde fois à l'examen des Délibérants. Il est moralement certain que le résultat sera le même. La morgue d'une Assemblée ne se rend

point ainsi aux observations d'un seul homme, d'un homme sur-tout uniquement chargé, dans son système, d'une exécution purement passive. Il faut au contraire au Gouverneur-général une volonté active qui puisse, non pas remonter à l'Assemblée ses erreurs (car sans doute elle ne se prétend point infallible) mais même en empêcher l'effet. C'est sur ce conflit de puissance que repose la tranquillité générale ; c'est cette balance qui est le palladium de la liberté, & l'Assemblée avoue que l'une sans l'autre ne peut exister.

V I.

L'article VI est celui dont il est parlé à l'article II, où l'Assemblée générale, par un renversement étrange, soumet les Décrets de l'Assemblée nationale à ses arrêtés, quant à son gouvernement extérieur. Elle reconnaît aujourd'hui que cet article caractérise l'infubordination la plus formelle, & que, joint au refus de la sanction provisoire du Gouverneur, il forme le code le moins équivoque du despotisme le plus tranchant. Idée étonnante & désastreuse qu'elle abjure aux pieds de ses Concitoyens par la rétractation la plus authentique.

V I I.

L'article VII rentre dans la classe des précédents.

V I I I.

Quant à l'article VIII, l'Assemblée avoue qu'il est si complètement absurde, qu'elle craint d'en mourir de honte. Il établit que tout acte législatif urgent sera d'abord exécuté provisoirement, & que, tout en s'exécutant, il n'en sera pas moins envoyé à la sanction royale pour être exécuté, de manière que cet acte sera à la fois exécuté & proposé à l'exécution ; ce qui est fort bizarre ; &

(7)

qu'après avoir été exécuté, il pourra bien ne plus être ; ce qui est impossible : car le Roi n'aura pu empêcher qu'il l'ait été ; il pourra tout au plus retarder la continuation des conséquences. . . . Et il n'est plus temps !

C'est ainsi que l'Assemblée s'enchevêtre dans des raisonnements incohérents, défavoués par le sens commun, pour ne pas vouloir adopter cette loi salutaire de la sanction provisoire du Gouverneur général, bouclier nécessaire aux Colons pour repousser les traits même involontaires d'une Assemblée aristocratique, despotique, où la voix tonnante des mal-intentionnés, couvre si souvent le faible organe des hommes éclairés & raisonnables.

I X.

L'article XI est un petit article anodin qui purge annuellement la Colonie d'une somme d'environ *deux millions cinq cents mille livres*, sans compter les accessoires, & cela pour assurer à deux cent douze Citoyens 12000 liv. de rente, à condition de gouverner arbitrairement, *sans opposition*, jusqu'à l'arrivée du moins de la sanction royale ; laquelle, elle venait à faire naufrage, laisserait la Colonie à la merci de ces Messieurs.

Et c'est-là ce que l'Assemblée appelle une régénération ! Et c'est-là ce qu'à l'article X contre ses propres principes, elle a projeté de présenter à l'acceptation de l'*Assemblée nationale & du Roi*.
temps ! O mœurs !

L'Assemblée s'en repent amèrement ; elle en dit couloupe à la face de la Colonie, dont elle s'accuse d'avoir mal présumé, en espérant d'envahir la liberté sous le prétexte de la lui rendre.

L'Assemblée, pour donner des preuves de sapience, sans attendre la *correction* qu'elle en méritait, se l'insigera elle-même, & ce sera son dernier décret.

Pénitence de l'Assemblée.

L'Assemblée *considérant* que s'étant prêté *inconsidérément* aux suggestions intéressées de ceux qui ont égaré ses premiers pas dans la carrière qu'elle se proposait de parcourir : *considérant* la supériorité de lumières avec laquelle l'Assemblée provinciale du Cap l'a avertie de ses fautes, en lui indiquant ses devoirs : *considérant* qu'elle ne lui a répondu que par des injures, en l'appelant *Aristocrate*, nom qui lui était dû à elle-même à plus juste titre : *considérant* que la plus dure punition d'une Assemblée est d'avouer ses torts, & de s'humilier devant celle qui les lui a remontrés, a décrété & décrète

Qu'elle reconnaisse le Décret national du 8 mars comme un bienfait inappréciable de la France à ses Colonies, & l'instruction qui s'en est ensuivie comme la règle de foi de tous les bons Patriotes.

Qu'elle partira de Saint-Marc en corps pour rendre à la barre de l'Assemblée provinciale du Cap; & là, lui demander pardon de ses injures & la supplier de l'aider de ses conseils, si ses constitutants jugent à propos de lui rendre leur confiance; & en ce cas, pour tâcher d'en être digne, mais plus digne, inviter tous les Citoyens au *Vœu du Creator* qu'elle fera chanter solennellement dans l'Eglise paroissiale de la susdite Ville, pour combattre les inspirations fallacieuses de l'intérêt personnel, de l'orgueil & de la vengeance, & attirer sur elle les lumières du Saint-Esprit.

Imprimé le 17 juin 1790.

25

39



ES

F8355

1781

1

- 1-512E

v. 1

